

AGINAM, Obijiofor, *Global Health Governance. International Law and Public Health in a Divided World*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 202 p.

Yves Beigbeder

Volume 37, numéro 2, juin 2006

Regards philosophiques croisés sur l'étude des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/013365ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/013365ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beigbeder, Y. (2006). Compte rendu de [AGINAM, Obijiofor, *Global Health Governance. International Law and Public Health in a Divided World*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 202 p.] *Études internationales*, 37(2), 306–309. <https://doi.org/10.7202/013365ar>

alors que le Nigeria a besoin d'une répartition homogène de ses ressources, sur l'ensemble national. En ce qui concerne les États-Unis du Mexique, G. Trejo démontre que les mobilisations indigènes se sont produites sur des territoires qui ne permettaient pas aux minorités indiennes, généralement pauvres, de participer pleinement à la vie des institutions (Chiapas, Oaxaca, etc.). Le renforcement des *cleavages* territoriaux au Mexique s'expliquerait essentiellement par le système corruptif (omnipotence du PRI), par un exercice autoritaire de la vie politique locale, par un haut degré de concurrence et une répression agressive à l'égard des minorités indigènes dans ces États. L'exemple kurde illustre ensuite les échecs successifs de la politique ultra-centralisatrice turque. La diffusion d'une idéologie nationaliste assimilationniste, l'autoritarisme des militaires sur l'ensemble des échelons locaux ont conduit à l'exacerbation des tensions entre le centre turc et la périphérie kurde. Valerie Bunce conclut ensuite cette partie en s'interrogeant sur les liens entre les formes étatiques et la définition des identités nationales, la formulation des demandes séparatistes (*Federalism, Nationalism and Secession*). Alfred Stepan remet le phénomène fédéral dans une perspective plus sociohistorique. Partant de l'exemple des États-Unis d'Amérique, il insiste surtout sur le fait qu'il faut des institutions centrales fortes et soutenues par tous pour que les structures fédérées prennent tout leur sens. En conclusion, Nancy Bermeo revient, tout comme V. Brunce et A. Stepan, sur l'importance des phénomènes sociohistoriques. C'est l'histoire des États et de leurs structu-

res politiques qui font que les *cleavages* territoriaux sont plus ou moins bien assimilés dans un projet politique. Elle sous-entend ainsi que les formes des États répondent à des déterminants propres. Finalement, le moteur fondamental de l'assimilation des *territorial cleavages* semble être l'institutionnalisation de l'ensemble des institutions.

À travers ce survol des différences étatiques, les auteurs nous permettent de relativiser la toute-puissance des États en confirmant leurs profondes dissemblances. En dépit d'un système de relations internationales, c'est-à-dire d'un système de collaboration mondiale qui privilégie les relations entre États-nations, les États sont chacun inégaux face à leur capacité de résolutions de leurs conflits internes et de leur capacité d'action. Ce recueil d'études illustre parfaitement cette idée. Par ailleurs, la diversité des exemples a le mérite de remettre au goût du jour l'analyse comparative qui reste, semble-t-il, le meilleur moyen de comprendre aujourd'hui une notion telle que l'État, qui en étant aussi générique et universelle en devient extrêmement polysémique et complexe.

Jean Marie IZQUIERDO

CERVL-Sciences po Bordeaux, France

DROIT INTERNATIONAL

Global Health Governance. International Law and Public Health in a Divided World.

AGINAM, Obijiofor. Toronto, University of Toronto Press, 2005, 202 p.

Ce livre fait partie de la vaste littérature, surtout en anglais, qui étu-

die les problèmes de santé publique face à la division entre les mondes industrialisés et en développement, tout en examinant particulièrement l'utilité du droit international dans ce domaine.

Estimant que la distinction entre santé nationale et internationale est devenue obsolète avec la mondialisation, l'auteur considère que leur vulnérabilité mutuelle exige une approche multilatérale face à l'internationalisation des maladies. Il prône une collaboration plus active entre juristes internationaux, épidémiologistes, et spécialistes d'autres disciplines concernées par la santé publique.

Le premier chapitre établit la structure conceptuelle et la méthodologie de l'auteur : il se réfère au « village, ou voisinage global », à la « mutualité de la vulnérabilité » et à la « vulnérabilité du multilatéralisme ». Il examine certains problèmes de la politique Sud-Nord (expression qu'il préfère à celle, plus usuelle, de « Nord-Sud ») dans les débats de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il fait ensuite une critique de l'initiative de l'OMS « Faire reculer le paludisme » (*Roll Back Malaria*). De nombreuses références sont faites aux ouvrages d'histoire, de relations internationales, du développement, d'épidémiologie et de droit. L'étude est fondée sur le droit international ainsi que sur les sciences sociales et les relations internationales.

Au chapitre 2, l'auteur expose les limites du droit à la santé inclus dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dans la Convention des droits de l'enfant et dans la Constitution de

l'OMS, dont la réalisation dépend de l'importance des ressources financières et techniques disponibles. Il examine également l'impact sur la santé des programmes d'ajustement structurel des institutions financières, basés sur l'idéologie de la supériorité du marché par rapport à la planification économique. Il affirme que, dans de nombreuses régions du monde en développement, les réformes de la Banque Mondiale ont précipité la réapparition de maladies contagieuses, dont la tuberculose, le paludisme et le choléra.

Au chapitre 3, l'auteur examine le potentiel de l'« auto-intérêt », (*self-interest*) des pays pour promouvoir le multilatéralisme humain de santé publique. Il rappelle l'histoire de la santé publique internationale, les conférences et les conventions sanitaires internationales, la création des organisations de santé publique. Il décrit la réapparition de la menace de la tuberculose en Europe et en Amérique du Nord et l'importation du paludisme dans les pays du Nord. D'où l'intérêt bien compris, par exemple, des États-Unis à promouvoir la santé mondiale.

Le chapitre 4 reprend l'histoire de la diplomatie des maladies infectieuses du 19^e siècle, les origines coloniales et postcoloniales du multilatéralisme de la santé publique, les questions politiques Sud-Nord à l'Assemblée mondiale de la santé : la demande d'admission de la Palestine et de Taïwan comme membres de l'OMS, la requête d'une Opinion consultative à la Cour internationale de justice sur la licéité de l'utilisation d'armes nucléaires compte tenu de leurs effets sur la santé et l'environne-

ment. L'auteur constate la présente timidité de l'OMS, en contraste avec d'autres agences des Nations Unies, à utiliser des mécanismes juridiques internationaux (conventions) pour mettre en œuvre son mandat de santé mondiale, qu'il attribue, pour une part importante, à la culture interne de l'organisation dominée par une communauté médicale conservatrice.

Il rappelle la capacité de l'OMS à adopter des conventions, règlements ou recommandations (art. 19-23 de sa Constitution), l'adoption des règlements sanitaires internationaux et de la Convention Cadre pour la Lutte Antitabac de l'OMS.

Le chapitre 5 est une étude de cas sur l'Initiative *Roll Back Malaria* de l'OMS, le partenariat qui allie l'industrie pharmaceutique et le secteur public, et d'autre part les médecines traditionnelles. L'auteur décrit l'enquête qu'il a menée par interviews sur les thérapies traditionnelles contre le paludisme au Nigéria. Il déplore que l'Initiative n'inclue pas ces thérapies dans leurs modes opératoires, bien que les herbes et racines soient disponibles et utilisées efficacement, à des coûts bien inférieurs à ceux des traitements à base scientifique. L'inconciliable tension entre le centre – la politique globale de contrôle du paludisme – et la périphérie – les thérapies traditionnelles indigènes – demande des solutions : la validation scientifique de ces thérapies, des mécanismes de gouvernance mondiale qui respectent la mondialisation à partir « du bas » (des populations) et non pas imposés par « le haut », et les échanges entre les écoles théoriques majeures des régimes internationaux.

Au chapitre 6, l'auteur note que la Banque mondiale est l'institution qui finance le plus de projets de santé publique dans le monde en développement et recommande qu'elle modifie son approche néo-libérale mercantiliste des soins de la santé en faveur des « soins de santé primaires » prônés par l'OMS : il y a un besoin urgent de collaboration entre la Banque, avec ses immenses ressources, et l'OMS et l'UNICEF. En raison de la baisse des ressources accordées par les gouvernements au titre de l'aide publique au développement, l'auteur encourage les gouvernements, les agences multilatérales, les fondations et les philanthropes à soutenir une attaque concertée contre les maladies contagieuses, y compris le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial de lutte contre ces maladies a été créé en janvier 2002. En conclusion, il demande que l'apparente passivité du droit international dans les débats de la santé mondiale soit modifiée pour reconnaître la synergie entre droit et santé mondiale d'une part, et d'autre part, la promotion de la vie et de la dignité humaines.

Le livre est fortement étayé par de nombreuses références théoriques de spécialistes – le texte lui-même a 131 pages, suivies de 51 pages de notes (une bibliographie et l'index terminent l'ouvrage). L'écriture est dense et plutôt destinée à des théoriciens de santé publique et juristes qu'à des étudiants. Les thèses principales sont connues : les maladies ne connaissent pas de frontières, l'intérêt bien compris des pays riches est de contribuer à la lutte contre les maladies contagieuses et pour une santé

mondiale. L'appel à une « conversion » de la Banque mondiale paraît utopique, l'appel à un meilleur financement du Fonds mondial contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme n'a malheureusement pas été entendu par les donateurs : les ressources promises ou accordées sont bien inférieures aux besoins. L'appel à l'« auto-intérêt » des pays riches n'est entendu qu'à l'occasion de menaces proches, telles que celle de la grippe aviaire.

Le plaidoyer pour une expansion du droit international, qui ne constitue cependant pas l'essentiel du livre, et l'appel à un recours plus fréquent par l'OMS à des conventions internationales sont étayés par l'adoption de la récente Convention cadre antitabac. Cependant, la réticence passée de l'OMS à recourir à des instruments juridiques obligatoires est liée aux conflits créés par la négociation du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, adopté en 1981 et à la codification internationale avortée du Programme d'action pour les médicaments essentiels (non mentionnés par l'auteur).

Pour l'auteur, un monde sans maladie est une utopie et une impossibilité. Par contre, on peut souscrire à sa conviction qu'un « village global » qui empêcherait la prolifération des maladies est possible dans la mesure où l'humanité ferait les choix et les sacrifices nécessaires.

Yves BEIGBEDER

*Ancien administrateur de l'OMS (retraité)
Thonon-les-Bains, France*

Les relations internationales. Préparer les TD et réviser les examens avec des fiches de synthèse.

*CHRESTIA, Philippe. Coll. Panorama
du droit, Levallois-Perret, Studyrama,
2004, 192 p.*

Le manuel que nous propose l'auteur est principalement destiné aux étudiants de première année de droit et d'IEP, mais c'est également, par les thèmes abordés, un ouvrage utile aux personnes qui préparent l'épreuve de culture générale des concours administratifs ainsi que tous ceux qui cherchent à comprendre l'évolution du monde contemporain. L'ouvrage se présente sous la forme de 17 fiches thématiques permettant d'appréhender rapidement et précisément les enjeux importants des relations internationales. Chaque fiche offre : les repères essentiels (les définitions) ; les explications importantes (sous forme de dissertation structurée) ; un débat (sur un point d'actualité ou une évolution doctrinale) ; et enfin, des références bibliographiques qui permettent d'approfondir une question.

Dans son avant-propos, Philippe Chrestia rappelle les débats doctrinaux qui ont opposé les deux grands paradigmes des relations internationales, le courant idéaliste et le courant réaliste. Dès le départ, il affirme adhérer « en grande partie », selon ses termes, à l'école réaliste mais nuance immédiatement sa pensée en mettant l'accent sur le rôle du droit dans l'approche des relations internationales. De même, qu'il reconnait que les relations entre les États ne sont pas les seules relations